



**Comité de la
VIENNE**

<http://www.npa86.org>

Refusons de payer leur dette ! Non à l'austérité

Aujourd'hui aucun pays européen n'est épargné par la spéculation financière. Sous prétexte de réduire les déficits, les gouvernements veulent imposer des plans d'austérité et remettre en cause tous les acquis sociaux : salaires, emplois, retraites, protection sociale, services publics. Mais...

C'est le capitalisme qui est responsable de la crise.

Voilà trente ans qu'ils appliquent la même politique libérale : licenciements, baisse des salaires, réduction des budgets sociaux, privatisation des services publics, cadeaux fiscaux pour les riches et les entreprises, tout ça pour quel résultat ? Les énormes richesses dégagées sur le dos des salariés et de la population servent aujourd'hui aux financiers à spéculer, toujours à la recherche du profit maximum immédiat.

En 2008, Sarkozy se vantait de vouloir moraliser le capitalisme tout en distribuant plus de 200 milliards aux banques. Aujourd'hui ce sont ces mêmes banques qui spéculent sur la dette que les états ont contractée pour les renflouer hier. Où est la morale dans tout ça ?

La solution qu'ils veulent nous imposer est de continuer à faire la même chose, mais en pire.

Aujourd'hui, ils veulent nous faire payer la facture.

Partout en Europe, les gouvernements mènent des politiques d'austérité encore plus brutales jetant des millions de personnes dans la pauvreté et la misère. En France, Fillon applique cette même logique.

Toujours des cadeaux pour les plus riches : la nouvelle réforme de l'impôt sur la fortune (ISF) va leur faire gagner 1,7 milliards alors que l'instauration d'un impôt exceptionnel de 3% d'impôts sur les revenus financiers supérieurs à 500.000 euros par an ne va rapporter que 200 millions.

Pour les autres, la facture : chômage, taxes et attaques contre la protection sociale et les malades.

- les entreprises de l'automobile qui ont touché 3 milliards de subventions en 2008 pour «sauver l'emploi» annoncent plus de 4000 suppressions de postes à Peugeot-Citroën.
- augmentation à 7% de la taxe sur les complémentaires santé pour ceux qui ont encore les moyens d'en payer alors que, cette année, les patrons bénéficient de 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales !
- avancement d'un an de l'instauration de la retraite à 62 ans et 67 ans.

Nous ne paierons pas leur crise !

Les mesures prises dans tous les pays (plan d'austérité, gel ou baisse des salaires, réductions massives des dépenses publiques, privatisation du secteur public...) ne font qu'aggraver la situation. On le voit bien en Grèce, cela ne marche pas. Au contraire, cela contribue encore plus à réduire l'activité économique et à accroître le chômage, les inégalités et la pauvreté. →

Mercredi 14 Décembre
Réunion débat
sur la dette en France et en Europe
au Plan B - 20h 30
30-32 boulevard du Grand Cerf - Poitiers

Pour prendre contact :

Tel : 06.70.90.05.25

E-mail : contact@npa86.org

Site WEB : <http://www.npa86.org/>

Pour l'annulation de la dette !

Il faut changer de logique et avoir un réel contrôle sur la finance en imposant tout de suite :

- un moratoire sur le paiement de la dette et audit public citoyen pour savoir d'où vient et où va cet argent ;
- une réforme fiscale d'ampleur pour revenir sur les cadeaux consentis aux hauts revenus et aux grandes entreprises ;
- la création d'un service public bancaire avec nationalisation des banques sans indemnité ni rachat pour les gros actionnaires.



A travers toute l'Europe des mobilisations importantes de résistance se construisent, avec le mouvement des Indignés, elles se propagent aux USA. Comme en Grèce, en Italie ou en Espagne, nous devons refuser le dictat des marchés. Les mesures du gouvernement Fillon ne sont que le début de ce qu'ils nous préparent pour après les élections présidentielles, et ce quelque soit le président sorti des urnes.

Sans attendre, il faut se mobiliser. La journée d'action du 13 décembre appelée par les syndicats est un premier pas. Mais il faudra faire plus. Toutes les forces politiques et syndicales qui défendent les intérêts des salariés et de la population doivent s'unir pour préparer une riposte à la hauteur des attaques.

Non à la dictature des marchés

Les marchés ne supportent pas la démocratie. Il suffit de voir la panique qu'a provoquée la proposition de référendum en Grèce chez nos dirigeants, politiques, financiers, médiatiques. Que le peuple grec puisse s'exprimer sur la politique d'austérité menée par son gouvernement était impensable, irresponsable !

Papandréou et Berlusconi débarqués...

La finance a donc pris directement les commandes.

En Grèce, c'est l'ancien numéro 2 de la Banque Centrale Européenne, en Italie, c'est un ancien conseiller de Goldman Sachs, une des banques d'affaires américaines responsable du premier krach boursier de 2008. La "troïka" - Fonds monétaire international, l'Union européenne et la Banque centrale européenne- veut garder la main à tout prix, pour faire payer la crise à la majorité de la population, avec toute la fermeté nécessaire.

Les marchés préfèrent l'extrême droite à la démocratie réelle

En Grèce, le Parti socialiste qui applique les consignes des marchés financiers et saigne la population n'hésite pas aujourd'hui s'allier à l'extrême droite pour continuer son sale boulot. Le nouveau ministre des transports, un proche du Front National, va ainsi appliquer les pires politiques de privatisation, de baisse des salaires, de suppressions d'emplois.

Mais personne n'a protesté, au contraire, Sarkozy s'est réjoui "de la formation d'un gouvernement de large union à même d'assurer la pleine mise en œuvre de l'accord du 27 octobre et des mesures qui en découlent".

L'extrême droite montre qu'ici comme partout elle est est bien du côté des puissants, des financiers, des exploités et que ses discours ne servent qu'à leur faciliter la tâche en divisant les victimes de leur crise. C'est cette réalité qui est derrière la démagogie de Marine Le Pen quand elle prétend être du côté des classes populaires contre les banquiers.

Des emprunts toxiques dans notre région

Le quotidien Libération a rendu public une carte des emprunts « toxiques », distribués par Dexia Crédit local (DCL), de 1995 à 2009. Ils touchent des collectivités locales et des établissements publics.

Plusieurs questions se posent :

1°) Est-ce le rôle des collectivités territoriales et des organismes publics de spéculer en Bourse avec l'argent des contribuables ?

Ces "investissements" ont été faits notamment auprès des tristement célèbres banques d'affaires Goldman Sachs ou JP Morgan, lors du krach de 2008.

2°) Ces emprunts toxiques ne concernent-ils que la banque Dexia ?

3°) Ces emprunts ont-ils été renégociés ou pas ? Combien a-t-il été déjà payé ? Que resterait-il à payer ? Combien cela va-t-il coûter aux contribuables ?

Collectivité locale ou Etablissement public	Montant de l'emprunt	Surcoût	Pourcentage
Conseil Régional Poitou Charentes	65,8 millions €	7,5 millions	11,40%
Conseil Général de la Vienne	18,5 millions €	0,9 millions	4,83%
Commune de Jaunay Clan	3 millions €	1,8 millions	61,80%
Habitat86 (HLM)	12 millions €	2,6 millions	21,73%
Hôpital Laborit de Poitiers	2,3 millions €	2,3 millions	7,50%